



Numéro PPQ/

jeudi 8 septembre 2016

Les grands titres:

- L'ONU demande aux Etats de conjuguer leurs efforts en faveur d'une alphabétisation universelle
- Au Sommet de l'Asie de l'Est, Ban Ki-moon se dit inquiet des tensions dans la péninsule coréenne
- Les prix des produits alimentaires ont augmenté en août, selon la FAO
- Soudan du Sud : l'ONU inquiète du harcèlement de membres de la société civile après la visite du Conseil de sécurité
- Libye : l'ONU se félicite de l'élimination des précurseurs d'armes chimiques grâce à l'OIAC
- Maintien de la paix : Ban Ki-moon se félicite des engagements pris lors d'une réunion ministérielle à Londres
- Gabon : l'envoyé de l'ONU plaide en faveur du recours aux voies légales pour régler les contentieux électoraux
- ENTRETIEN - Le Président de l'Assemblée générale se félicite du nouveau mode de sélection du prochain Secrétaire général

L'ONU demande aux Etats de conjuguer leurs efforts en faveur d'une alphabétisation universelle



Des étudiantes de l'école du secondaire de San Jose, une école rurale à La Ceja, à Antioquia, en Colombie. Photo : Charlotte Kesl / Banque mondiale

8 septembre - À l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a encouragé jeudi les gouvernements et leurs partenaires, y compris du secteur privé, à conjuguer leurs efforts en faveur d'une alphabétisation universelle pour construire des sociétés pacifiques, justes, inclusives et durables.

Plus de 750 millions d'adultes sont analphabètes dans le monde, 115 millions d'entre eux étant des jeunes et deux tiers des femmes. Quelque 250 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire n'ont pas acquis les notions de base et 124 millions d'enfants et d'adolescents n'ont aucune instruction.

Il y a 50 ans, la Journée internationale de l'alphabétisation a été proclamée pour promouvoir l'alphabétisation comme outil d'autonomisation des personnes, des communautés et des sociétés.

« Nous avons fait des progrès considérables ces cinq dernières décennies, mais nous sommes encore bien loin de l'alphabétisation universelle. Et aujourd'hui, la numérisation croissante et la surinformation du monde créent de nouvelles possibilités et posent de nouveaux défis », a souligné Ban Ki-moon dans un message.

Le chef de l'ONU a rappelé que l'alphabétisation occupe une place centrale dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui a été adopté il y a un an par la communauté internationale.

« Elle constitue l'un des fondements des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et des sociétés durables et joue un rôle essentiel dans tous les efforts que nous menons pour mettre fin à la pauvreté extrême et à promouvoir le bien-être de tous. C'est pourquoi les objectifs de développement durable visent à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité et à des



possibilités d'apprentissage tout au long de la vie », a-t-il souligné. « L'une des cibles de l'objectif de développement durable 4 est de faire en sorte que tous les jeunes sachent lire, écrire et compter et d'offrir à une proportion considérable d'adultes n'ayant pas ces compétences la possibilité de les acquérir ».

Le Secrétaire général a estimé qu'il fallait offrir à ceux qui ne sont pas scolarisés des possibilités d'apprentissage de qualité, améliorer la qualité de l'enseignement et promouvoir l'éducation et l'apprentissage des adultes.

La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, s'est aussi félicitée des progrès réalisés depuis la proclamation de la Journée internationale de l'alphabétisation par l'UNESCO en 1966.

« Même si la population mondiale a fortement augmenté, le nombre de jeunes adultes non alphabétisés a diminué de 25 % entre 1990 et 2015. Un mouvement a favorisé l'alphabétisation des femmes, et dans 43 pays la parité des genres a connu des avancées notables », a-t-elle souligné dans un message.

« Le monde a changé depuis 1966, mais notre détermination à fournir à chacun, homme ou femme, les compétences, les capacités et les chances de réaliser ses aspirations, dans la dignité et le respect, reste inébranlable. L'alphabétisation est la fondation sur laquelle nous construirons un avenir plus durable pour tous », a-t-elle ajouté.

L'UNESCO a publié jeudi le troisième Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes, qui montre que la plupart des pays ont réalisé des progrès dans ce domaine ces dernières années.

L'étude, réalisée par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, indique que 75% des pays font part d'une amélioration substantielle de leur législation sur l'apprentissage et l'éducation des adultes liée à une prise de conscience du potentiel de cette éducation depuis 2009. Soixante pour cent des pays font également état d'une hausse des taux de la participation sur la même période.

Au Sommet de l'Asie de l'Est, Ban Ki-moon se dit inquiet des tensions dans la péninsule coréenne



Le Secrétaire général Ban Ki-moon lors d'une photo de groupe au 11ème Sommet de l'Asie de l'Est, à Vientiane, au Laos.
Photo ONU/Eskinder Debebe

8 septembre - Concluant une visite de 11 jours en Asie, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué jeudi la croissance économique et les progrès de la région en matière de développement, mais s'est dit préoccupé par certains défis auxquels les pays sont confrontés, en particulier les tensions dans la péninsule coréenne et en mer de Chine méridionale.

« Les moteurs de la croissance et de la puissance économique se déplacent à travers le monde. L'Asie continue son ascension en tant que centre de progrès technologique, de dynamisme et d'influence », a déclaré M. Ban au 11ème Sommet de l'Asie de l'Est, qui avait lieu dans la capitale du Laos, Vientiane.

Ce Sommet réunissait des pays de cette région et d'ailleurs pour discuter des questions de paix, de sécurité et de prospérité.

Dans son discours, le chef de l'ONU a souligné que l'Asie de l'Est était « confrontée à des défis et des menaces graves pour la paix et la sécurité qui mettent en péril nos objectifs communs et augmentent le spectre de la crise et de la violence ».

M. Ban a exprimé sa profonde préoccupation au sujet des tensions accrues dans la péninsule coréenne, et a demandé, dans les termes les plus forts possibles, à la République populaire démocratique de Corée (RPDC) de respecter toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Le Secrétaire général a noté que le Conseil de sécurité a condamné mardi les nouveaux tirs de missiles balistiques effectués par la RPDC le 5 septembre 2016 et a appelé de nouveau ce pays à éviter de telles actions à l'avenir. Il a demandé aux dirigeants nord-coréens de « prendre des mesures allant vers la désescalade et de s'engager à la dénucléarisation ».

De manière générale, Ban Ki-moon a réclamé aux pays de la région des efforts concertés pour éviter que les tensions liées à des différends territoriaux ou maritimes ne menacent la stabilité régionale.

« J'ai exhorté de manière constante toutes les parties prenantes à résoudre leurs différends en mer de Chine méridionale d'une manière pacifique, grâce au dialogue et en respectant le droit international », a-t-il dit.

Par ailleurs, le chef de l'ONU a encouragé les dirigeants au sommet à renforcer la coopération pour répondre à la menace du terrorisme et à la propagation de l'extrémisme violent. « Les récents attentats terroristes à Davao City aux Philippines sont un rappel de la nature globale de ces menaces », a-t-il noté.

Il a exhorté tous les pays à mettre en œuvre les recommandations pertinentes du Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent. Ce plan de l'ONU appelle à une approche globale englobant non seulement des mesures antiterroristes mais aussi des mesures préventives.

M. Ban a noté qu'au cours des dix dernières années, l'Asie de l'Est a fait des progrès significatifs en ce qui concerne la résolution des conflits, le développement durable, la démocratisation et les droits de l'homme.

« Les pays d'Asie orientale ont atteint ou presque atteint tous les objectifs du millénaire pour le développement », a-t-il dit. « Mais il y a encore beaucoup de travail à faire pour s'assurer que tout le monde, dans la région, bénéficie des opportunités, des libertés, et des droits fondamentaux ».

Les prix des produits alimentaires ont augmenté en août, selon la FAO



Champ de blé en France. Photo : FAO / Olivier Thuillier

8 septembre - Les prix des aliments de base ont augmenté en août malgré la baisse des prix des céréales, tandis que les perspectives en matière de production céréalière mondiale sont de bon augure, a indiqué jeudi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires, qui permet de suivre l'évolution des prix des cinq principaux groupes de produits alimentaires sur les marchés internationaux, a inversé sa tendance à la baisse de juillet et a atteint en août son plus haut niveau depuis 15 mois. L'indice était en hausse de 1,9% par rapport à juillet et de presque 7% par rapport à l'année dernière. Cette hausse mensuelle s'explique principalement par les cotations du fromage et de l'huile de palme, tandis que celles du blé, du maïs et du riz ont baissé.

L'indice des prix des produits laitiers a augmenté de 8,6% au cours du mois, en raison d'une baisse de la production de lait dans l'Union européenne et un resserrement des perspectives d'exportation après un lancement plutôt moyen de l'année laitière en Océanie.

L'indice des prix des huiles végétales a augmenté de 7,4% pendant le mois, aidé par des prix de l'huile de palme plus élevés, en raison d'une production moins importante que prévue en Malaisie et d'une demande d'importation en hausse en provenance de la Chine, de l'Inde et de l'UE.

L'indice des prix du sucre, à son plus haut niveau depuis presque six ans, a augmenté de 2,5% depuis juillet et affiche une hausse de 75% par rapport à son niveau de l'année dernière. Un gain qui s'explique notamment par une monnaie plus forte au Brésil, de loin le plus grand producteur de canne à sucre.

L'indice des prix de la viande est resté globalement stable, augmentant de 0,3% depuis juillet, malgré le déclin des cotations pour la viande bovine. L'abondance de céréales secondaires a contribué à relancer l'offre pour le bœuf américain.

L'indice des prix des céréales a quant à lui baissé de 3,0% depuis juillet et affiche une baisse de 7,4% par rapport à son niveau d'août 2015.

La FAO a considérablement revu à la hausse ses prévisions concernant la production céréalière mondiale pour 2016 pour atteindre les 2.566 millions de tonnes, soit 22 millions de tonnes supplémentaires par rapport aux prévisions de juillet.

Selon le Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales, également publié jeudi, cette hausse est principalement due à deux prévisions, à savoir une récolte mondiale de blé censée battre des records cette année et une forte révision à la hausse de la récolte annuelle de maïs aux Etats-Unis.

Les prévisions concernant la production de blé ont été revues à la hausse pour atteindre les 741 millions de tonnes. Cela s'explique notamment par une révision des projections pour l'Australie, l'Amérique du Nord, l'Inde et la Fédération de Russie.

La Russie est appelée à devenir le plus grand exportateur de blé au monde en 2016/17, dépassant ainsi l'Union européenne où le temps humide a freiné les récoltes cette année.

La production de riz devrait également battre un nouveau record, avec presque 496 millions de tonnes, et ce notamment grâce à des conditions météorologiques favorables dans la plupart des pays d'Asie et surtout à la décision de nombreux agriculteurs américains de s'adonner à cette culture en raison de son prix relativement plus intéressant.

Soudan du Sud : l'ONU inquiète du harcèlement de membres de la société civile après la visite du Conseil de sécurité



Une délégation du Conseil de sécurité visite un site de protection des civils au Soudan du Sud. Photo MINUSS/Eric Kanalstein

8 septembre - La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) s'est déclaré jeudi profondément préoccupée par des informations faisant état de menaces et de harcèlements contre des membres de la société civile qui ont rencontré la délégation du Conseil de sécurité de l'ONU lors de sa visite à Juba le weekend dernier.

« Les agissements qui ont été signalés violent les droits à la liberté d'expression, de mouvement et d'engagement civil et politique, qui sont les piliers fondamentaux d'une société démocratique », a dit la MINUSS dans un communiqué de presse.

« Toute tentative de réprimer ces droits par le biais de menaces et de harcèlements doit être condamnée sans équivoque », a-t-elle ajouté.

La MINUSS a indiqué qu'elle allait faire part de son inquiétude auprès des autorités compétentes.

Elle a par ailleurs noté que la visite de la délégation du Conseil de sécurité a été l'occasion d'un dialogue ouvert en vue d'acquiescer une meilleure compréhension de la situation à laquelle sont confrontés les citoyens sud-soudanais sur le terrain.

Libye : l'ONU se félicite de l'élimination des précurseurs d'armes chimiques grâce à l'OIAC



Des soldats libyens dans les rues désertes de Bin Jawad, près du port pétrolier de Sidra, en janvier 2016. Photo : Tom Westcott / IRIN (archives)

8 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité jeudi de l'élimination réussie de tous les précurseurs d'armes chimiques en Libye, dans le cadre d'une opération facilitée et coordonnée par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

L'opération a eu lieu suite à une décision du Conseil exécutif de l'OIAC, qui a été approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU par la résolution 2298 (2016), a précisé le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général salue également la contribution du Canada, de la Finlande, de la France, de l'Italie, de Malte, de l'Espagne, du Royaume-Uni et des États-Unis sous la forme de personnel, d'expertise

technique, d'équipement, et de ressources financières », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a aussi salué la contribution du Danemark qui a fourni des moyens maritimes pour le transport des produits chimiques en Allemagne afin qu'ils soient détruits.

Maintien de la paix : Ban Ki-moon se félicite des engagements pris lors d'une réunion ministérielle à Londres



Un casque et des gilets de protection de Casques bleus. Photo ONU/Marie Frechon

8 septembre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité jeudi des promesses et des engagements pris lors d'une réunion de ministres de la défense sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies à Londres.

M. Ban a exprimé sa gratitude au Royaume-Uni pour avoir accueilli « cet événement important, qui prolonge le Sommet historique des dirigeants sur le maintien de la paix en 2015 », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général est particulièrement encouragé par les engagements pris en matière de déploiement rapide, en particulier les engagements du Bangladesh, de la Chine, de

l'Inde, du Népal, du Pakistan et du Sri Lanka à maintenir des unités à un niveau élevé de préparation », a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon a réaffirmé l'engagement de l'ONU à travailler avec les pays contributeurs de troupes pour continuer à améliorer les performances des soldats de la paix des Nations Unies, y compris par la mise en œuvre complète de la politique de tolérance zéro concernant l'exploitation et les abus sexuels.

Il s'est félicité que la réunion ministérielle ait mis l'accent sur le thème des femmes et de la paix. Il a félicité la Capitaine Aichatou Ousmane Issaka, du Niger, qui a reçu le premier Prix de l'ONU pour le défenseur militaire de l'année.

Gabon : l'envoyé de l'ONU plaide en faveur du recours aux voies légales pour régler les contentieux électoraux



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily, au Conseil de sécurité de l'ONU en décembre 2015. Photo : ONU/Amanda Voisard

8 septembre - Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily, a poursuivi jeudi ses consultations avec les parties prenantes gabonaises ainsi qu'avec la communauté diplomatique afin de contribuer à l'apaisement de la situation qui prévaut au Gabon depuis la proclamation des résultats du scrutin présidentiel du 27 août 2016.

Selon la presse, le Président sortant Ali Bongo Ondimba a été réélu avec 49,80% des suffrages exprimés pour un second mandat de sept ans, face à Jean Ping, qui a obtenu 48,23% des voix.

Ce jeudi 8 septembre, M. Bathily a eu des échanges avec plusieurs ambassadeurs africains et occidentaux et a rencontré Raymond Ndong Sima, ancien Premier ministre, a précisé le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) dans un communiqué de presse.

Mercredi 7 septembre, l'envoyé de l'ONU, qui est aussi le Chef de l'UNOCA, a eu des entretiens avec des membres de l'équipe de Jean Ping.

« Les discussions ont essentiellement porté sur les enjeux liés à la préservation de la paix et de la stabilité du pays. M. Bathily a ainsi réitéré la nécessité de ne recourir qu'à des voies légales pour régler les contentieux relatifs à la présidentielle du 27 août », a indiqué l'UNOCA.

« Dans ses interactions régulières avec les hautes autorités gabonaises, il encourage également cette démarche, tout en

espérant qu'un dialogue constructif pourrait intervenir entre les différentes parties afin de créer les nouvelles conditions d'un vivre-ensemble », a-t-il ajouté.

Abdoulaye Bathily devait représenter le Secrétaire général de l'ONU dans la Mission de haut niveau de l'Union africaine (UA) dont l'arrivée à Libreville était prévue le 9 septembre mais le gouvernement gabonais a annoncé le report sine die de cette mission.

ENTRETIEN - Le Président de l'Assemblée générale se félicite du nouveau mode de sélection du prochain Secrétaire général



Mogens Lykketoft est le Président de la 70e session de l'Assemblée générale et son mandat d'un an se termine en septembre 2016. Photo ONU/JC McIlwaine

8 septembre - Le 15 juin 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a élu Mogens Lykketoft - un ressortissant danois - comme Président de sa soixante-dixième session. Au moment de son élection, M. Lykketoft était le Président du parlement danois, un poste qu'il occupait depuis 2011.

Né le 9 janvier 1946, il a célébré son 70e anniversaire au cours de son mandat de Président de la 70e session de l'Assemblée générale. Son mandat, qui a débuté en septembre 2015, se termine en septembre 2016.

Dès le début, M. Lykketoft a estimé que, si l'ONU réussissait à faire adopter les Objectifs de développement durable (ODD) et à conclure un accord sur le climat, l'ensemble des discussions sur leurs mises en œuvre avec les Etats membres, le secteur privé, les institutions financières, et la société civile, seraient l'une des choses les plus importantes de cette session.

Au cours de l'année passée, l'Assemblée générale de l'ONU a aussi défini comme point important de son ordre du jour la réévaluation des différents outils utilisés pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Enfin, autre élément marquant, cette session a insisté sur la nécessité de créer une transparence maximale concernant la sélection du prochain Secrétaire général de l'ONU.

Le Centre d'actualités de l'ONU a rencontré M. Lykketoft et a discuté avec lui de l'année qu'il a passée à la tête de l'Assemblée générale.

Centre d'actualités de l'ONU : Quelle est votre évaluation du travail de l'Assemblée générale durant votre mandat ?

Mogens Lykketoft : Je pense que nous avons fait de bons progrès sur les ODD et le climat. C'est vraiment aux gouvernements maintenant de suivre les recommandations et les idées de l'Organisation des Nations Unies, afin de créer le financement et la coopération nécessaires dans chaque pays. Il y a également un processus en cours au sein du Conseil économique et social (ECOSOC). Quant au processus de sélection du Secrétaire général, ce que j'ai entendu de la part des Etats membres, c'est un soutien uniforme pour la façon dont il a été effectué, et un très haut niveau de satisfaction sur le fait qu'après finalement vingt ans de discussions, nous l'avons fait. Nous avons pris l'initiative à l'Assemblée générale d'avoir une conversation, un 'dialogue informel', avec tous les candidats pour mieux connaître leur personnalité, leurs priorités.

Centre d'actualités de l'ONU: Etes-vous pour autant satisfait de la façon dont les votes informels ont été menés au Conseil de sécurité sur la sélection du prochain Secrétaire général?

Mogens Lykketoft : Cela a été un processus délicat. Nous l'avons exécuté en étroite coordination avec le Conseil de sécurité. Le Conseil de sécurité a accepté chacune des étapes. Cela a aussi changé l'équilibre d'une certaine manière, je pense, entre ce qui se passe à l'Assemblée générale et ce qui se passe au sein du Conseil de sécurité qui compte quinze membres de l'Assemblée générale. Mais ils ont une obligation, inscrite dans la Charte, de faire des propositions à l'Assemblée générale. Je pense que ce que nous avons fait a eu une influence importante sur les priorités concernant les candidats au Conseil de sécurité. Donc, cela a été un processus qui a changé la donne. Nous ne connaissons pas le résultat, mais nous savons que le degré de transparence pour prendre part au processus subsistera. Il n'y aura pas de retour en arrière.

Centre d'actualités de l'ONU : Vous êtes le Président de la 70e session, qui touche bientôt à sa fin. Qu'est-ce que cela a signifié pour vous d'être à la tête de l'Assemblée générale au moment où l'ONU a donné le coup d'envoi d'un ambitieux programme de développement durable?

Mogens Lykketoft : Je pense que le résultat très important de la façon dont nous avons élaboré les ODD est que nous reconnaissons l'interdépendance totale entre la lutte contre la faim et les inégalités, le combat pour l'éducation et les services de santé pour toute l'humanité, et la nécessité urgente de lutter contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Nous ne pouvons pas espérer être en mesure de mobiliser les ressources nécessaires pour lutter contre la faim, créer des services d'éducation, si nous ne traitons pas très rapidement la question du changement climatique. Si nous ne stoppons pas le changement climatique, il y aura des centaines et des centaines de millions de personnes déplacées de force dans quelques décennies, ce qui engloutira toutes les ressources dont nous avons besoin pour arriver à un développement durable.

Centre d'actualités de l'ONU : Beaucoup de gens à travers le monde ont le sentiment que l'ONU ne fait pas assez face aux conflits et aux crises humanitaires. Quelle est votre réaction à ce sentiment ?

Mogens Lykketoft : Ce qu'ils ressentent est malheureusement vrai. L'ONU n'a pas été équipée par les Etats membres, le Conseil de sécurité, pour remplir son rôle en tant qu'organisation internationale créant la paix, contenant les conflits. Bien sûr, nous faisons beaucoup de bonnes choses avec les opérations de maintien de la paix à travers le monde, mais dans le cas de certains conflits les plus importants comme la Syrie, le Yémen, le Soudan du Sud, nous n'avons pas réussi à y faire face avec succès. Cela a créé des catastrophes humanitaires sans précédent et un nombre sans précédent de réfugiés et de personnes déplacées. Nous n'avons pas été en mesure, à l'Assemblée générale, de mettre fin aux conflits. C'est une obligation du Conseil de sécurité. Mais nous avons dû faire face aux conséquences humanitaires de tous les conflits, ainsi qu'aux effets du changement climatique en Afrique de l'Est et en Afrique australe, qui créent aussi des catastrophes humanitaires. Je pense que le sommet du 19 septembre (sur les réfugiés et migrants) et le début de la nouvelle session (de l'Assemblée générale) permettront d'obtenir des engagements plus forts de la communauté internationale et des pays les plus riches pour soutenir les personnes qui sont les victimes de catastrophes humanitaires. Nous avons besoin de 20 milliards de dollars de plus par an, pour aider ceux qui sont chassés de leurs foyers par les conflits et le changement climatique. Cela fait beaucoup d'argent, mais cela correspond à quatre jours de dépenses d'armement dans le monde, chaque année. Nous devons le faire. Nous pouvons le faire, et je souhaite que la réunion du 19 septembre soit une étape importante à cet égard.

Centre d'actualités de l'ONU: Que faut-il faire pour que le monde ait plus confiance dans le système des Nations Unies ?

Mogens Lykketoft : Je pense que nous devons nous appuyer sur les bonnes expériences que nous avons, l'interdépendance entre nous, les défis des ODD et du changement climatique. Nous devons nous appuyer sur le succès de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran, qui a permis d'empêcher la prolifération d'armes de destruction massive. Nous devons nous appuyer sur ce qui a été écrit dans une résolution du Conseil de sécurité en décembre concernant une feuille de route pour la paix en Syrie. Nous devons aussi être conscients que, lorsque nous parlons de terrorisme international, il s'agit de questions existentielles communes à tous, et que nous devons y prêter une plus grande attention qu'aux questions qui nous divisent parce que, si nous ne le faisons pas, nous ne serons pas en mesure d'avoir un développement harmonieux et un monde durable pour la prochaine génération. Nous aussi avons besoin d'une action urgente en ce qui concerne la paix et la sécurité, et c'est pour cette raison, je l'espère, que le processus de sélection du prochain Secrétaire général nous apportera une très forte personnalité, une personnalité avec une autorité morale indépendante, une personnalité qui puisse réellement permettre à l'ONU de jouer son rôle d'organisation libérant les générations futures du fléau de la guerre.

Centre d'actualités de l'ONU: Où en sommes-nous dans la réforme du système des Nations Unies ?

Mogens Lykketoft : Je pense que ce sera la tâche du nouveau Secrétaire général d'insister sur des changements organisationnels à l'intérieur du Secrétariat des Nations Unies et au sein des fonds et des programmes, de sorte que les Nations Unies puissent être mieux équipées pour faire face aux problèmes les plus importants de l'avenir. Cela implique de changer les processus budgétaires. Il est beaucoup plus facile de maintenir d'anciens mandats, qui datent de 50, 40, 30 ans que d'obtenir les ressources pour les nouvelles tâches importantes à accomplir, par exemple, par le Secrétaire général. Nous devons changer cela.



Mais je pense que votre question porte également sur le Conseil de sécurité, en particulier. Là, nous avons une sorte de « chat qui se mord la queue » parce que vous ne pouvez pas changer le Conseil de sécurité sans avoir une majorité des deux tiers parmi les Etats membres, et la ratification des cinq membres permanents que nous avons maintenant. Donc, c'est, bien sûr, la vraie raison pour laquelle cela est en cours depuis plus de 20 ans sans progrès réel. Il y a eu lors de cette session, au cours de travaux menés par l'Ambassadeur du Luxembourg avec les Etats membres, une volonté manifestée d'élargir le Conseil afin qu'il devienne plus représentatif de la réalité géopolitique du 21^e siècle. Mais sur les questions très importantes telles que : Est-ce qu'il y aura davantage de membres permanents? Qu'en est-il du droit de veto ? Et ainsi de suite, il n'y a pas eu de réels progrès. Et je l'ai dit de manière constante dans ces discussions, la première condition nécessaire pour le changement est qu'il y ait une majorité des deux tiers sur un modèle spécifique, et ensuite, même si des membres permanents s'y opposent, cela peut être surmonté si les deux tiers des pays vont de l'avant vers un compromis négocié sur un modèle spécifique pour le futur Conseil de sécurité.

Centre d'actualités de l'ONU : Qu'est-ce que cela a représenté pour vous d'être le Président de l'Assemblée générale pour la 70^e session?

Mogens Lykketoft : Cela a été un grand défi, un rôle fascinant. Je n'étais pas tout à fait conscient, lorsque j'ai accepté la nomination, que c'était vraiment différent de la position que je venais de quitter comme Président du Parlement danois. En tant que Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, vous êtes très impliqué, directement et indirectement, dans la nomination des co-facilitateurs pour les différents processus. Et cela a été très intéressant. Je pense que je suis en mesure d'utiliser certaines des expériences de la politique danoise avec beaucoup de partis politiques, aucun d'entre eux n'ayant la majorité, et c'est certainement aussi la situation au sein de l'Organisation des Nations Unies.